

## **Procès-verbal de la réunion du Bureau – 7 mai 2020, 15 heures (R-U)**

### **Réunion tenue virtuellement (via Zoom)**

**Présents :** Andrej Bibic (**Président de la CBI, Slovénie**)  
Ryan Wulff (**Président du Comité Finance & Administration, USA**)  
Lucia Scheinkman (**Argentine**)  
Miguel Iñiguez (**Argentine**)  
Katja Piskur (**Slovénie**)  
Horace Walters (**Sainte-Lucie**)  
Dominic Pattinson (**Royaume-Uni, co-président du groupe de travail sur l'efficacité opérationnelle**)  
Rosie Carpenter (**UK**)  
Lisa Phelps (**États-Unis, co-présidente du groupe de travail sur l'efficacité opérationnelle**)  
Alisha Falberg (**États-Unis**)

Rebecca Lent (**Secrétaire exécutive**)  
Katie Penfold (**Secrétariat**)  
Mark Tandy (**Secrétariat**)  
Kate Wilson (**Secrétariat**)

**Membres excusés :** Amadou Telivel Diallo (**Vice-président de la CBI, Guinée**)  
Emmanuel Mantey Mensah (**Ghana**)

#### **1. MOTS DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT**

Le Président a souhaité la bienvenue aux membres du Bureau et les a remerciés de leur participation à cette réunion extraordinaire, en particulier ceux qui se trouvent dans des fuseaux horaires difficiles. Le Président a également transmis les excuses du Vice-président et lui a souhaité une bonne santé, notant qu'il lui avait transmis ses points de vue avant la réunion, via le Secrétariat.

#### **2. DÉSIGNATION D'UN RAPPORTEUR**

Il a été convenu que le Secrétariat ferait office de rapporteur.

#### **3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le Bureau a adopté l'ordre du jour, qui prévoit un point de discussion :

L'impact sur le calendrier et l'organisation de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI des mesures visant à stopper la pandémie de Covid-19.

#### **4. IMPACT DU COVID-19**

##### **a. Préoccupations exprimées par les gouvernements contractants et examinées par le Bureau**

Le Président a fait état des points de vue fermes d'un certain nombre de gouvernements contractants, couvrant presque toutes les régions géographiques des membres de la Commission. Tous ont exprimé leurs préoccupations concernant les dispositions prises pour la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI et ont demandé le report de la réunion à 2021.

Le Président a ensuite animé une discussion structurée autour d'un document de référence qui avait été distribué aux membres du Bureau une semaine avant la réunion, et a invité les membres du Bureau à donner leur avis.

Tout en reconnaissant que l'interruption du cycle des réunions créerait de nouveaux problèmes, il a été convenu que de nombreuses raisons justifient de recommander le report de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI. Le Bureau a convenu que la principale préoccupation liées à la tenue de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI en septembre-octobre 2020 est de savoir comment assurer la participation, le quorum et le plein engagement dans la prise de décision. Les principales difficultés sont les suivantes :

- De nombreux gouvernements ont redéployé leur personnel pour se concentrer sur la lutte contre le COVID-19. On ne sait pas quand ils reprendront leur « travail habituel ».
- Il est impossible de prévoir quand, en 2020, les voyages internationaux et la participation aux grandes réunions reprendront.
- Les mesures de quarantaine sont susceptibles de se poursuivre dans certains pays. Cela pourrait ajouter deux à quatre semaines supplémentaires à la durée de la réunion pour les participants.
- La pandémie frappe les pays à des moments différents. Si certains pays sont peut-être entrés dans une phase de reprise d'ici septembre 2020, il est tout à fait possible que d'autres ne le soient pas et ne soient pas en mesure d'assister.
- L'impact financier de la pandémie aura probablement des répercussions importantes. Il est difficile de prévoir les conséquences à long terme, mais à court terme, il est très probable que cela empêche les gouvernements d'assister à une réunion internationale en septembre.
- Même si la situation dans le monde s'est améliorée d'ici à septembre 2020, notre temps de préparation sera considérablement réduit et de nombreux gouvernements n'auront pas le temps de se préparer correctement, ce qui affecterait à la fois la qualité des discussions et les résultats de la réunion.
- Tous les facteurs susmentionnés signifient donc qu'en cas de réunion en septembre prochain, le quorum nécessaire pourrait ne pas être atteint.

Compte tenu de tous ces facteurs, le Bureau est convenu que la seule façon pratique de procéder consiste à recommander le report de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI.

#### **b. Calendrier révisé de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI**

Le Bureau a convenu qu'il ne servait à rien de reporter de quelques mois seulement, car la situation restera incertaine pendant un certain temps. Un report plus long est bien plus susceptible d'éviter les problèmes énumérés ci-dessus. Le report d'une année complète à septembre 2021 a été suggéré, tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de rester flexible pour le Président, le Secrétariat et le pays d'accueil.

Il a également été noté que la séparation entre le Comité scientifique (CS) et la Commission est ainsi maintenue, laquelle a été instaurée pour donner aux gouvernements contractants suffisamment de temps pour examiner les recommandations du CS.

Le Bureau a également abordé la nécessité d'éviter tout chevauchement avec d'autres réunions. De nombreuses organisations vont reprogrammer leurs événements reportés. Hormis la concurrence pour les lieux de réunion, la CBI devra coopérer avec d'autres OIG concernées pour éviter les chevauchements avec leurs principales réunions.

Sur la base des commentaires d'un grand nombre de membres de la Commission, le Bureau a conseillé au Président de reporter la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI à 2021, la date précise devant être décidée par le Président, le Secrétariat et le pays hôte en consultation avec le Bureau, dans le but d'assurer le quorum de participation. Les travaux des Comités et Sous-comités seront pris en compte pour qu'ils puissent proposer des décisions lors de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI, conformément aux Règles de procédure.

### **c. Travaux intersessions**

Le Président a indiqué qu'un certain nombre de gouvernements contractants avaient exprimé le souhait de maintenir, dans la mesure du possible, la dynamique des travaux intersessions, en utilisant les moyens technologiques disponibles, notamment les réunions virtuelles, les plateformes de partage de documents et les groupes de correspondance.

Le Secrétariat a indiqué que le partage des meilleures pratiques et des expériences avec les autres membres du Groupe de liaison sur la biodiversité et les membres du Réseau des secrétariats régionaux (FAO) avait permis d'apprendre beaucoup sur les réunions virtuelles. Ces informations ont aidé à mettre au point les modalités de la réunion virtuelle du Comité scientifique réduit, et pourraient être utilisées pour d'autres événements.

Les coprésidents du Groupe de travail sur l'efficacité opérationnelle ont indiqué qu'ils avaient reporté au 15 mai la date limite pour les commentaires sur leur série de documents, afin de laisser plus de temps aux pays pour les examiner. Il n'a pas été possible de mener à bien la campagne de sensibilisation prévue en raison de la pandémie et le GT-EO pourrait utiliser l'année supplémentaire avant la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI pour encourager une mobilisation maximale autour des réformes de gouvernance proposées.

Le Bureau a également noté que les travaux du Comité de conservation se poursuivent, dans la mesure du possible, entre les sessions, et qu'une réunion virtuelle pourrait s'avérer nécessaire pour maintenir la dynamique des principaux programmes de travail.

Le Bureau est convenu que les groupes de la Commission devraient, dans la mesure du possible, travailler virtuellement et que des réunions virtuelles (en dehors du CS qui commence le 12 mai) pourraient être envisagées au cas par cas, en supposant que la Commission confirme le report de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI. Les Comités et Sous-comités devront achever les parties les plus importantes de leur travail afin de pouvoir proposer des décisions lors de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI conformément aux Règles de procédure.

### **d. Réunion du comité scientifique SC68b**

Le Bureau a noté que des inquiétudes avaient été exprimées par les responsables du CS quant à la viabilité d'une réunion virtuelle. Il a été convenu qu'une réunion virtuelle était nécessaire afin de convenir d'une proposition de plan de travail et de budget prévisionnel d'un an. L'ordre du jour plus large du CS a été réduit pour n'inclure que les domaines de travail que les organisateurs souhaitent

faire progresser virtuellement. Les organisateurs, les chefs de délégation et les responsables du CS ont arrêté les points de l'ordre du jour qui doivent être reportés à 2021.

Un bref rapport du CS (comprenant le plan de travail et le budget proposés pour un an) sera produit et soumis à l'adoption de la Commission, indépendamment du fait que la réunion de la Commission se tienne en 2020 ou en 2021. Le Bureau a convenu qu'une certaine flexibilité serait nécessaire quant au niveau de détail de la proposition de budget du CS pour 2021.

Compte tenu de l'imminence de la réunion du CS et de l'impact des recommandations de la réunion du Bureau, il a été convenu que le Secrétariat informerait les responsables du CS de la marche à suivre proposée.

#### **e. Adoption du budget 2021**

Le Bureau a convenu qu'un budget « relais » d'un an serait proposé à la Commission. Compte tenu des circonstances difficiles, aucune augmentation des contributions financières ne sera proposée. Cette approche avait été fortement recommandée par certains gouvernements contractants. Un vote par correspondance sera nécessaire pour adopter ce budget.

Le Secrétariat a indiqué que de nombreux gouvernements contractants n'ont pas encore payé leurs contributions pour 2020. Si le paiement n'est pas effectué, ces pays perdront leur droit de vote le 30 juin 2020. Le Bureau a convenu de recommander qu'un vote par correspondance soit organisé avant le 10 juin afin de garantir un quorum et l'adoption du budget.

Il a été reconnu que le calendrier était serré et il a été convenu que le président du F&A travaillerait avec le Secrétariat et le Sous-comité budgétaire pour proposer un budget dans ces délais, sur la base du budget général actuel et du projet de budget du CS.

Reconnaissant que les circonstances sont actuellement très difficiles, le Bureau a également convenu qu'il est essentiel d'encourager les autres gouvernements à payer et de veiller à ce que leurs contributions soient versées.

Le Bureau a souligné que la trésorerie sera un problème important si les contributions ne sont pas reçues pour 2019 et 2020, mettant la Commission dans une situation risquée pour l'année prochaine.

#### **f. Cycle des réunions**

Le Bureau a reconnu que le fait de déplacer la réunion de la Commission d'un an et, éventuellement, de passer à un cycle biennal différent aura des implications. Ces implications comprennent notamment le cadre de gestion de la chasse autochtone de subsistance. Notant qu'il n'était pas un organe décisionnel, le Bureau a convenu qu'il s'agissait de questions de fond ayant des implications budgétaires et qu'elles devraient être examinées par la Commission lors de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI.

#### **g. Nominations au sein de la CBI**

Le Bureau a noté que le report de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI suppose le maintien en exercice du Président et du Vice-président, ainsi que d'autres nominations, y compris celles des membres du Bureau, ce qui est conforme aux Règles de procédure.

#### **h. Réunions futures du Bureau**

Le Bureau a décidé de se réunir à nouveau le 25 mai, cette date étant sujette à la diffusion d'un ordre du jour modifié qui sera envoyé sous peu aux membres du Bureau.

Au terme de la réunion, le Président a confirmé que les prochaines étapes consistaient à rendre compte aux responsables du CS de la marche à suivre proposée et à préparer une Circulaire qui sera publiée la semaine prochaine, avec le présent procès-verbal en annexe. La Circulaire devrait mettre en exergue le report proposé de la 68<sup>ème</sup> réunion de la CBI, la nécessité d'un vote par correspondance sur le budget et l'urgence de payer les contributions.

Le président a levé la séance à 17h15 (Royaume-Uni) en remerciant les membres pour le temps consacré et en souhaitant une bonne santé à tous les membres de la Commission.